

La Russie et la Chine rejettent à l'ONU des mesures coercitives unilatérales



Nations Unies, 8 fév. (RHC) Les représentations de la Russie et de la Chine ont rejeté au Conseil de sécurité de l'ONU l'application de sanctions et de mesures coercitives unilatérales qui nuisent au développement des peuples.

Les deux pays, membres permanents du Conseil, ont critiqué la mise en œuvre de ces actions et ont mis en garde contre les conséquences humanitaires qu'elles entraînent.

Le représentant permanent adjoint de la Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies, Dmitry Polyanskiy, a dénoncé le fait que les mesures unilatérales entravent le maintien de la paix et constituent une ingérence dans la souveraineté des États.

C'est ce qui se passe dans des pays comme la Syrie, le Bélarus, Cuba, le Venezuela, l'Iran, l'Afghanistan et le Mali, qui connaissent de grandes difficultés à cause des sanctions, a-t-il souligné.

Seules les sanctions du Conseil de sécurité sont légales et constituent un outil important permettant de réagir à certaines menaces, a estimé Polyanskiy dans son intervention.

Pour sa part, l'ambassadeur chinois Zhang Jun a déclaré que les sanctions unilatérales sont une source de grande préoccupation et exacerbent les "positions de force".

À cet égard, il a plaidé en faveur de la levée de ces mesures coercitives et expliqué en détail comment, en République populaire démocratique de Corée, les sanctions entraînent de graves conséquences humanitaires pour la population civile.

Dans le même temps, la représentation des États-Unis a nié ce coût humanitaire et a réitéré son soutien à l'imposition de sanctions comme forme de pression.

Alors que Moscou et Pékin ont plaidé pour que ces mécanismes soient allégés, les pays occidentaux ont réaffirmé leur engagement en faveur de leur utilisation, malgré les impacts négatifs qu'ils peuvent avoir sur les civils.

La Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix de l'ONU, Rosemary DiCarlo, a déclaré au Conseil de sécurité que les sanctions ne sont pas une fin en soi.

Pour qu'elles soient efficaces, a-t-il fait observer, elles doivent faire partie d'une stratégie politique globale, en collaborant avec le dialogue direct, la médiation, le maintien de la paix et les missions politiques spéciales.

Le coordonnateur humanitaire des Nations Unies, Martin Griffiths, a souligné que les sanctions sont une réalité complexe dans de nombreuses opérations d'assistance de l'organisme multilatéral et qu'elles les affectent directement et indirectement.

Les autorités de l'ONU soutiennent que les sanctions adoptées par le Conseil de sécurité sont plus ciblées et conçues pour "limiter les conséquences indésirables" et les impacts humanitaires négatifs.

Actuellement, 14 régimes de sanctions approuvés par le Conseil sont en vigueur et concernent des pays comme la Libye, le Yémen, le Mali, le Soudan ou la Somalie ou des groupes extrémistes comme l'État islamique. (Source:PL)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/285438-la-russie-et-la-chine-rejettent-a-lonu-des-mesures-coercitives-unilaterales>



Radio Habana Cuba